

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLEX-N-GATE (AEE - FAURECIA)

18 bis rue de Verdun
BP 15178
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/EDB 2026 – 0407A
Code AIOT : 0005902679

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement FLEX-N-GATE (AEE - FAURECIA) implanté 18 bis rue de Verdun BP 15178 25400 Audincourt. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2026 et de l'action régionale sur les produits chimiques qui vise la prévention des incompatibilités et maîtrise des conditions de stockage. La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2026, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre 2026. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP. La présente inspection a consisté à

contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux. La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage au niveau du local produits dans le bâtiment 66, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de 3 FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEX-N-GATE (AEE - FAURECIA)
- 18 bis rue de Verdun BP 15178 25400 Audincourt
- Code AIOT : 0005902679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société Flex-N-Gate basé à Audincourt est spécialisé dans la fabrication d'équipements automobiles (principalement des éléments de calandres et pare-chocs) comprenant la transformation de matières plastiques (presses, moulage) et l'application de traitements de surface (peintures, vernis).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
7	Formation du	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	personnel	article 7.4.4.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité.

Le jour de la visite les locaux visités étaient propres et la gestion documentaire bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 - Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 7.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/03/2013</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle que l'état des matières stockées vise, entre autres, à rendre disponible la nature et les risques liés aux produits présents sur le site ainsi que leur localisation au sein de l'établissement, pour les services d'incendie et de secours (SDIS).</p> <p>L'exploitant a fourni son plan des zones de stockage des produits chimiques qui comprend également la quantité maximale de produits susceptibles d'être stockée dans chaque zone et la correspondance avec le numéro des bâtiments.</p> <p>Il a également transmis un tableur qui liste ses produits chimiques. Pour chaque produit on retrouve le nom du fournisseur, les pictogrammes de dangers, les mentions de dangers, les zones où ils sont susceptibles d'être stockés et les quantités maximales.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne lui est pas possible de tenir à jour la quantité de chaque produits quotidiennement pour chaque zone, notamment dans le cas des petites quantités ou lorsqu'il y a des changements réguliers de produits dans la zone. Il indique qu'il a eu une réflexion maximaliste</p>

par dangers et fait un point mensuel sur les quantités de produits présents.

L'état des stocks des matières combustibles n'a pas fait l'objet d'un contrôle le jour de la visite. Le contrôle a été ciblé sur les produits chimiques.

Ces éléments sont consultables sur le réseau informatique de l'entreprise accessible à distance en cas de situation accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

Article 49 - arrêté ministériel du 04/10/2010

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les fiches de données et de sécurité (FDS) des produits suivants :

- Peinture "Gris ****" du fournisseur PPG. D'après le tableur de l'exploitant ce produit est corrosif, dangereux pour la santé et irritant. Il est présent au niveau du magasin peinture, du local peinture, des SAS NT2 et NT3 et de la broierie NT2.
- Durcisseur **** du fournisseur NPAC. D'après le tableur de l'exploitant ce produit est inflammable et irritant. Il est présent au niveau du magasin peinture, du local peinture, des SAS NT1 NT2 NT3, des broieries NT1 et NT2.
- Peinture "**** noir" du fournisseur NPAC. D'après le tableur de l'exploitant ce produit est inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement. Il est présent au niveau du magasin peinture, du local peinture, des SAS NT1 NT2 NT3, des broieries NT1 et NT2.

L'exploitant utilise le logiciel SEIRICH pour recenser l'ensemble des produits présents sur son site. Pour les 3 produits demandés par sondage, il a su retrouver le produit très rapidement dans son logiciel qui contenait à chaque fois un lien pour accéder à la fiche de données de sécurité (FDS) sur le réseau. On y trouve également un lien pour accéder à une fiche simplifiée et à la fiche technique.

Les 3 FDS transmises avaient moins de 5 ans. L'exploitant a indiqué que dans sa procédure, il sollicite la mise à jour de la FDS à son fournisseur pour toutes celles de plus de 5 ans.

L'exploitant a également précisé les procédures en place pour l'entrée de tout nouveau produit par les services achat ou développement qui permettent de s'assurer d'avoir les FDS et de réaliser une analyse des risques au préalable pour s'assurer que le nouveau produit est acceptable sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;

14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les 3 fiches de données de sécurité contrôlées par sondage comportent les 16 rubriques requises par le règlement REACH. Il s'agit pour chaque produit contrôlé de mélanges. Lors du contrôle par sondage sur site, il a été constaté que les récipients disposent bien d'une étiquette lisible et rédigée en français. Les étiquettes vérifiées comportaient les informations requises par l'article 17 du règlement CLP (pictogrammes de danger, mentions de danger, conseils de prudence, nom, adresse, numéro de téléphone du fournisseur...). Aucune incohérence entre les étiquettes des produits et les FDS n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) 5.1 mesures de lutte contre l'incendie;
Constats : Les 4 produits contrôlés par sondage étaient entreposés dans un local produits chimiques coupe-feu selon les déclarations de l'exploitant. Les caractéristiques des parois n'ont pas été contrôlées, il a été constaté des affichages « porte coupe-feu » sur les ouvertures. Ce local est intitulé zone C sur le plan des zones de stockages de l'exploitant. Il se situe dans le bâtiment 66. L'ensemble du local dispose de sprinklers tout comme le bâtiment 66 dans son ensemble. Ce moyen d'extinction est compatible avec les préconisations des 3 FDS pour les moyens d'extinction (eau pulvérisée ou brouillard d'eau).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1.1 : recommandations de manipulation

Indiquer les précautions à prendre pour garantir la sécurité de la manipulation, notamment les mesures d'ordre technique telles que:

- le confinement, la ventilation locale et générale, les mesures destinées à empêcher la production de particules en suspension et de poussières ou à prévenir les incendies, les mesures requises pour protéger l'environnement (par exemple, utilisation de filtres ou de laveurs pour les ventilations par aspiration, utilisation dans un espace clos, mesures de collecte et d'évacuation des débordements, etc.) ainsi que toutes exigences ou règles spécifiques ayant trait à la substance/préparation (par exemple, procédures et équipement d'emploi recommandés ou interdits) en donnant si possible une brève description.

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

Préciser les conditions nécessaires pour garantir la sécurité du stockage, telles que:

- la conception particulière des locaux de stockage ou des réservoirs (y compris cloisons de confinement et ventilation), les matières incompatibles, les conditions de stockage (température et limites/plage d'humidité, lumière, gaz inertes, etc.), l'équipement électrique spécial et la prévention de l'accumulation d'électricité statique. Le cas échéant, indiquer les quantités limites pouvant être stockées. Fournir en particulier toute indication particulière telle que le type de matériau utilisé pour l'emballage/conteneur de la substance ou de la préparation.

Constats :

Les conditions de manipulation prévues par les FDS des 3 produits n'appellent pas d'observations. Le jour de la visite les produits étaient maintenus dans leur récipient d'origine, entreposés dans des locaux aérés, à température maîtrisée et propres. C'est le local qui fait office de rétention (jeu de pentes, rehausse au niveau des ouvertures).

Le local dispose d'un outil de manutention pour prendre les fûts.

Des affichages sont présents dans le local : plan de stockage des produits, liste des produits avec les pictogrammes de dangers et phrases de risques.

Les 3 produits contrôlés disposent d'une FDS simplifiée sur laquelle figurent les conditions de stockage à respecter ainsi que les équipements de protection individuelles obligatoires pour leur manipulation.

Ces produits sont utilisés sur les lignes de peinture au niveau des robots.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le

<p>mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir recensé d'incompatibilités entre les produits entreposés dans le local peinture. Il ne s'agit que de peintures, vernis, durcisseurs dont les caractéristiques sont similaires.</p> <p>Les produits sont bien étiquetés ce qui permet de s'assurer des incompatibilités relatives aux pictogrammes de dangers. La matrice d'incompatibilité est affichée à l'entrée du local et bien connue de l'équipe HSE rencontrée le jour de la visite.</p> <p>Les produits contrôlés par sondage ne présentaient pas d'incompatibilité le jour de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.4.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaires, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de la connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Tout nouvel arrivant dans l'entreprise bénéficie d'un accueil hygiène, sécurité, environnement. L'exploitant a transmis le support utilisé pour cet accueil. Il contient notamment un chapitre sur le risque chimique, dans lequel on retrouve la définition des pictogrammes de dangers, la matrice d'incompatibilités, la nécessité de s'assurer de l'étiquetage des produits, que les rétentions sont bien vides et que les produits inflammables sont bien dans des armoires spécifiques.</p> <p>Le nouvel arrivant signe ensuite un formulaire d'accueil qui reprend les différents points abordés avec lui.</p> <p>En complément de cet accueil, l'exploitant indique qu'un accueil sectoriel est ensuite réalisé au poste de travail par le superviseur afin d'expliquer les spécificités du poste.</p> <p>L'exploitant a également présenté un guide de poche des règles essentielles pour les produits chimiques et une plaquette de poche sur les règles en santé, sécurité, environnement qui comprend des éléments sur le risque chimique.</p> <p>L'inspection note la bonne culture du risque et les mesures de prévention mises en œuvre par l'exploitant.</p>

Type de suites proposées : Sans suite